

27 octobre 2023

- **Le monde est avec toi, Palestine!
Nous sommes tous Palestiniens!**
- **L'opposition à Israël ne cesse de croître**
- **L'Assemblée générale adopte une résolution de trêve humanitaire**

27 octobre 2023

**Le monde est avec toi, Palestine!
NOUS SOMMES TOUS PALESTINIENS!**



Les bombardements israéliens à Gaza ont atteint un niveau sans précédent le 27 octobre 2023, et tous les services Internet et téléphoniques ont été coupés.

Alors qu'Israël intensifie ses attaques contre les populations de la Palestine, multipliant les bombardements aériens en vue d'une invasion terrestre, le crime de génocide est évident pour le monde entier, peu importe combien Israël, les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et d'autres pays tentent de présenter ce que fait Israël comme légitime. En préparation de l'invasion terrestre, l'Internet a été coupé dans la bande de Gaza. Les Palestiniens ne peuvent pas communiquer avec le monde extérieur, ni même entre eux. Le monde extérieur ne peut plus communiquer avec les Palestiniens.

Partout dans le monde, des marches et autres actions de protestation ont lieu, rassemblant des millions de personnes qui exigent la reconnaissance du droit d'être du peuple palestinien. Des milliers de Palestiniens ont ainsi manifesté à Ramallah, à Naplouse et dans d'autres villes de Cisjordanie pour exprimer leur solidarité avec les habitants de Gaza, alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire contre la résistance palestinienne dans toute la bande de Gaza. À New York, un sit-in audacieux a occupé toute la gare centrale. Au Canada, des rassemblements d'urgence sont appelés chaque jour et des milliers de personnes y participent.



À la Gare centrale de New York le 27 octobre 2023

Ce qu'il faut maintenant, c'est parler en notre propre nom. Le monde est avec toi, Palestine ! Nous sommes tous Palestiniens !

Jours 20 et 21 de l'assaut contre Gaza

Des rapports confirment que les forces spéciales américaines participent aux premières tentatives d'Israël de faire entrer des forces terrestres à Gaza et que toutes ces tentatives ont été repoussées avec des pertes matérielles et humaines infligées par la résistance palestinienne. Le Pentagone a également confirmé qu'il prévoit fournir deux systèmes de défense aérienne à Israël, ajoutant qu'il a déployé 900 soldats au Moyen-Orient, dont des spécialistes des systèmes de défense aérienne. Cela confirme la participation active des États-Unis aux actions militaires israéliennes. Le déploiement de systèmes de défense aérienne par les États-Unis est une provocation qui a pour effet d'accroître davantage les tensions dans la région.

Vus les agissements criminels d'Israël, beaucoup craignent que l'armée israélienne remplisse les tunnels d'un type de gaz neurotoxique ou d'une arme chimique. « Nous disposons d'informations provenant de sources fiables selon lesquelles le plan [américain] avec Israël est d'envoyer des forces spéciales américaines/israéliennes, administrées par les États-Unis et exécutées soit par Israël, soit par une combinaison [États-Unis et Israël] pour [...] utiliser des gaz neurotoxiques visant à paralyser les capacités des soldats palestiniens dans les tunnels et les tranchées sans les tuer, afin qu'ils ne tuent pas les otages ou les captifs détenus dans ces tunnels », a déclaré un ancien chef du Hamas. « La coupure des communications depuis la bande de Gaza et l'intensification des bombardements témoignent de l'intention de l'occupant de commettre davantage de massacres et de crimes génocidaires », affirme le groupe palestinien dans un communiqué.

Israël étend et intensifie ses bombardements aériens sur Gaza et se livre à ce que semble être des opérations de sondage pour évaluer les capacités de la résistance. Par exemple, un assaut maritime a été tenté, s'est heurté à une forte résistance et a dû battre en retraite. Une autre incursion terrestre de chars s'est également heurtée à une forte résistance.

L'artillerie de l'armée israélienne bombarde également la frontière dans l'est de la bande de Gaza, de Rafah au sud à Beit Hanoun au nord. Au moins dix Palestiniens ont été tués dans un bombardement israélien ciblant une maison à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza. Un jeune de 17 ans a été tué et un autre blessé par des tirs de l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Jalazone, au nord de Ramallah, alors qu'ils sortaient de l'école. Le 25 octobre, Israël a de nouveau utilisé des armes au phosphore, interdites par les conventions internationales, dans le sud du Liban.

Selon des responsables palestiniens, Israël a lancé plus de 12 000 tonnes d'explosifs dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre, ce qui « équivaut à la puissance de la bombe atomique qui a été larguée sur la ville japonaise Hiroshima ».



Photo satellite de la destruction d'un quartier de Gaza par des frappes aériennes israéliennes

L'armée américaine a également mené des frappes contre deux installations dans l'est de la Syrie qui, selon le Pentagone, sont utilisées par le Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran et les groupes qu'il soutient. Le Pentagone affirme que ces frappes sont une réponse à au moins 19 attaques contre les forces américaines en Irak et en Syrie au cours de la semaine écoulée. Les frappes ont eu lieu vers 4 h 30 vendredi en Syrie, près d'Abou Kamal, une ville située à la frontière avec l'Irak, et ont été menées par deux chasseurs F-16 utilisant des munitions de précision, a déclaré un haut responsable américain sous couvert d'anonymat. Les rapports indiquent que 21 membres des forces américaines au total ont subi des « blessures mineures, la grande majorité d'entre elles étant des lésions cérébrales traumatiques ».

Entretemps, suivant les conseils de leurs experts au Conseil atlantique de l'OTAN, les États-Unis ont demandé à leur envoyé spécial « pour les affaires humanitaires » de publier des déclarations à la presse pour dire que les États-Unis se concentrent sur l'acheminement de l'aide « à ceux qui le méritent » à Gaza. Le porte-parole de la Maison-Blanche John Kirby a dit que les États-Unis répondraient « au moment et de la manière de leur choix » aux attaques contre leurs forces en Irak et en Syrie. Des sources anonymes près du gouvernement ont dit au *Washington Post* que le président Joe Biden envisageait de diriger des frappes militaires contre les milices qui ont pris pour cible à plusieurs reprises les forces américaines en Irak et en Syrie. Rien n'est dit des frappes d'Israël contre la Syrie et le Liban, ni de celles lancées contre l'Iran.

Le 25 octobre, le ministère de la Santé de Gaza a publié un communiqué dans lequel il déclare : « Le type de blessures que nous voyons dans les hôpitaux est grave, des blessures graves qui nécessitent des lits en soins intensifs qui sont tous occupés, et nous n'avons pas la capacité d'en accueillir plus, et beaucoup de blessés ne peuvent pas sortir de l'hôpital après leur traitement parce que leurs maisons n'existent plus, alors où iraient-ils ? »



Bombardement israélien, 27 octobre 2023

« C'est ainsi que l'on a interprété le sens du mot 'effondrement' du système de santé. Les gens arrivent maintenant dans les hôpitaux avec beaucoup de difficultés, et malheureusement les hôpitaux ne peuvent pas fournir les services requis. C'est pourquoi le ministère de la Santé a annoncé qu'il était incapable de prendre en charge les patients dans les hôpitaux et de recevoir davantage de cas d'infections qui touchent les civils quotidiennement, 24 heures sur 24. »

Le 26 octobre, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a indiqué que le point de passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte était ouvert pour le sixième jour consécutif. Au cours de cette période, 72 camions, soit une moyenne de 12 par jour, sont passés par le passage de Rafah entre l'Égypte et Gaza, transportant de l'eau, de la nourriture et des fournitures médicales.

Stéphane Dujarric, porte-parole des Nations unies, rapporte que « la majeure partie de cette aide a déjà atteint les hôpitaux, les ambulances et les personnes déplacées à l'intérieur de la bande de Gaza. Cependant, la moyenne quotidienne de camions autorisés à entrer dans Gaza avant les hostilités était d'environ 500. »

Ces camions ne transportaient pas de carburant, bien que l'ONU ait indiqué que 400 000 litres, soit l'équivalent de 2,5 jours de carburant, se trouvaient dans des camions et étaient prêts à être acheminés à Gaza.

Lynn Hastings, coordinatrice des affaires humanitaires de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, a informé le Conseil de sécurité, le 24 octobre, que le carburant « est essentiel pour alimenter les services dont les gens ont besoin pour survivre. Sans carburant, notre opération humanitaire s'arrêtera. Sans carburant, les hôpitaux ne fonctionneront pas, l'eau ne sera pas dessalée et il n'y aura pas de boulangerie. De nombreuses personnes boivent de l'eau souterraine saline, ce qui augmente les risques de diarrhée, de choléra et d'autres problèmes de santé. Nous demandons instamment à Israël de ramener l'approvisionnement en eau et en électricité à son niveau d'avant le conflit et de collaborer avec nous pour trouver un moyen sûr d'acheminer du carburant à Gaza. »

Le porte-parole de l'ONU a indiqué que l'approvisionnement en eau par le réseau dans les zones situées au sud de Wadi Gaza s'est temporairement amélioré, après que l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et l'UNICEF ont réussi à livrer de petites quantités de carburant qu'ils avaient récupérées dans leurs réserves existantes à des installations clés. « Cependant, le carburant disponible dans ces installations sera bientôt épuisé et l'approvisionnement en eau courante devrait à nouveau cesser », ajoute-t-il.

L'OCHA informe que « les habitants de Gaza ont recours à l'eau de puits, qui est extrêmement riche en sel et présente des risques immédiats pour la santé ». « Les partenaires de santé ont également détecté des cas de varicelle, de gale et de diarrhée, dus aux mauvaises conditions sanitaires et à la consommation d'eau provenant de sources non sécurisées. »

Le 25 octobre, le Programme alimentaire mondial des Nations unies estimait que les réserves actuelles de denrées alimentaires essentielles à Gaza étaient suffisantes pour environ 12 jours. Toutefois, les stocks disponibles dans les magasins ne devraient durer que cinq jours.

Les médecins de Gaza refusent également d'abandonner leurs patients alors même que les forces israéliennes pilonnent les hôpitaux, les font exploser et tuent sans raison les patients, le précieux personnel médical et les personnes déplacées à l'intérieur de la bande. La criminalité d'Israël n'est qu'accentuée par le fait qu'il a averti les habitants de Gaza de fuir vers le sud pour éviter d'être pris pour cible et qu'il prend ensuite pour cible même les hôpitaux du sud. Mais les médecins de Gaza ne partiront pas et les responsables de la santé des plus grands hôpitaux de Gaza ont insisté sur le fait que l'évacuation des blessés et des personnes déplacées serait impossible.

L'armée israélienne a également confirmé avec impudence qu'elle était responsable de la frappe aérienne qui a tué 12 membres de la famille du journaliste d'*Al Jazeera* Wael Al-Dahdouh, dont sa femme, sa fille et son fils. Certains membres de la famille de Wael, dont une petite-fille en bas âge, ont survécu à l'attaque de la maison dans laquelle ils résidaient dans le camp de réfugiés de Nuseirat, au sud de Wadi Gaza, où ils s'étaient réfugiés après avoir été sommés par Israël d'évacuer le nord du pays. Des collègues des médias ont raconté à propos de Wael : « Il n'a pas quitté la ville de Gaza. Il est resté malgré toutes les menaces et tous les avertissements et n'a pas arrêté pendant 19 jours d'affilée. » Wael leur a dit : « Je dois être ici, dans la ville de Gaza, pour parler de ces gens qui sont bombardés tous les jours. » Selon ses collègues, « il ne les a pas abandonnés. Il ne voulait pas partir ».



La maison où se trouvait la famille du journaliste d'*Al Jazeera* Wael Al-Dahdouh dans le camp de réfugiés Nuseirat, au sud de Wadi Gaza, a été touchée par une frappe aérienne israélienne le 26 octobre 2023.

Israël a notifié par écrit les agences de presse telles que Reuters et AFP que la sécurité de leurs journalistes oeuvrant actuellement dans la bande de Gaza était mise en péril et qu'Israël n'offrait aucune garantie de sécurité aux journalistes.

L'héroïsme des journalistes de Gaza est sans égal et leur perte est tragique. Courageusement, ils

veillent à faire leur devoir de journalistes en informant le monde de ce qui se passe à Gaza. Ils font le sacrifice suprême. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) exprime ses plus sincères condoléances à Wael, à sa famille et à ses amis, à ses collègues et au peuple palestinien pour cette perte. Le monde entier est frappé d'une immense tristesse et angoisse et demande que justice soit faite. Le courage et la détermination du peuple palestinien, des journalistes, du personnel de santé et des travailleurs humanitaires n'ont pas de limites. Le monde entier est à leurs côtés. La cause de la justice doit prévaloir et prévaudra.



L'opposition à Israël ne cesse de croître



Les destructions causées par les bombardements israéliens sur Gaza , 25 octobre 2023

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, fait l'objet d'attaques acharnées d'Israël et de ses complices pour avoir déclaré, le 24 octobre, que l'attaque menée par les organisations de la résistance palestinienne à l'intérieur d'Israël le 7 octobre « ne s'est pas produite dans le vide ». Il a déclaré : « Le peuple palestinien est soumis à 56 ans d'occupation étouffante. Il a vu ses terres régulièrement dévorées par les colonies et en proie à la violence, son économie étouffée, ses habitants déplacés et leurs maisons démolies. Leurs espoirs d'une solution politique à leur situation se sont évanouis. »

Le représentant permanent d'Israël après des Nations unies, Gilad Erdan, a réagi en qualifiant les propos d'Antonio Guterres de « choquants » et a exigé sa démission. Un ministre du gouvernement israélien a qualifié Antonio Guterres d'« apologiste du terrorisme ». Israël a ensuite annoncé qu'il refuserait d'accorder des visas à tous les fonctionnaires de l'ONU et a déjà refusé un visa à Martin Griffiths, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence. Selon Gilad Erdan, « le temps est venu de donner une leçon [à l'ONU] », indique le *Times of Israel*. L'intensification des bombardements sur Gaza qui a suivi fait probablement partie de la réponse d'Israël.

Cette réponse sanguinaire a intensifié la crise dans les rangs même des plus fervents partisans d'Israël. Le département d'État des États-Unis lui-même est confronté à la dissidence de fonctionnaires de l'administration qui s'opposent à ce que le gouvernement américain donne son feu vert et soutienne la tentative israélienne de nettoyage ethnique par les bombardements de Gaza. « Beaucoup de gens ne sont pas d'accord avec la politique actuelle définie par les hauts responsables », a déclaré sous condition d'anonymat un fonctionnaire américain dans un reportage. Plusieurs diplomates ont indiqué qu'ils étaient partagés entre l'idée de rester à leur poste pour tenter d'influencer la politique et celle de partir pour protester contre le soutien inconditionnel de Joe Biden aux bombardements israéliens et à l'invasion terrestre imminente.

Un message de dissidence, par exemple, qui a été documenté par des sources familières du *Middle East Eye*, fait état de rumeurs selon lesquelles « une mutinerie » se prépare au sein du département d'État en raison du soutien public indéfectible de Joe Biden aux actions d'Israël à Gaza. Dans un câble dissident consulté par *Middle East Eye*, des diplomates écrivent que l'attaque du Hamas contre Israël ne peut pas servir de justificatif pour qu'Israël tue aveuglément des innocents à Gaza. Cette version préliminaire appelle à une cessation immédiate des hostilités en Israël, à Gaza et dans la Cisjordanie occupée et implore Washington de promouvoir un message public équilibré et vrai en faveur de la résolution de la crise qui échappe lentement à tout contrôle. « Lorsque les responsables israéliens ne font plus la différence entre le Hamas et les civils de Gaza, lorsque les frappes visent ou menacent des institutions civiles telles que les lieux de culte, les écoles ou les établissements médicaux, Israël doit redoubler d'efforts pour recommencer à adhérer aux normes internationales que nous prêchons si fièrement et à juste titre auprès des autres nations », indique ce câble.



Le nombre de Palestiniens massacrés par Israël est tel que leurs corps sont enterrés dans des fosses communes.

C'est la même chose en Europe. Le premier ministre d'Espagne a rejeté les objections d'Israël aux remarques du secrétaire général de l'ONU, s'est tenu à ses côtés et a appelé à un sommet international de la paix pour trouver une solution à long terme à la crise entre Israël et le Hamas. Le ministre des Affaires étrangères du Portugal a déclaré que son gouvernement soutenait la position d'Antonio Guterres et a rejeté l'appel d'Israël à la démission de ce dernier. Christoph Heusgen, président de la Conférence de Munich sur la sécurité, qui a également été le principal conseiller en politique étrangère de l'ancienne chancelière Angela Merkel pendant 12 ans, a de même déclaré que

les remarques d'Antonio Guterres, qui ont elles-mêmes déclenché une énorme controverse dans les cercles gouvernementaux allemands, sont justifiées. Volker Beck, par exemple, une ancienne personnalité du Parti vert allemand qui dirige aujourd'hui la Société germano-israélienne, un groupe qui promeut la solidarité avec Israël, a déclaré que Heusgen avait prouvé qu'il était « un ennemi déclaré d'Israël ».

Les médias chinois ont rapporté : « Les récentes attitudes d'Israël à l'égard d'Antonio Guterres, ainsi que les actions unilatérales des États-Unis à l'ONU et leur refus de soutenir un consensus sur un cessez-le-feu, mettent en évidence l'une des causes profondes du conflit israélo-palestinien prolongé : l'échec de la mise en oeuvre et de l'application des résolutions de l'ONU. » *Le Global Times* écrit que les remarques d'Antonio Guterres sont « une déclaration factuelle [...] ». Par conséquent, quel que soit le point de vue, l'autorité de l'ONU doit être maintenue, et même dans le contexte de la question israélo-palestinienne, l'ONU doit être soutenue pour jouer un rôle plus important. »



L'Assemblée générale adopte une résolution de trêve humanitaire



Israël intensifie ses frappes sur Gaza le 27 octobre, alors que l'ONU adopte une résolution de trêve humanitaire.

Dans l'après-midi du 27 octobre, l'Assemblée générale de l'ONU, après une session d'urgence de deux jours, a adopté une résolution appelant à « une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue » et exige qu'Israël permette « la livraison immédiate, continue, suffisante et sans entrave » de biens et services essentiels à la population de la bande de Gaza assiégée. Elle appelle aussi à respecter le droit humanitaire international et à la « libération immédiate et inconditionnelle » de tous les civils détenus en captivité. La résolution a été adoptée à 120 voix pour, 14 contre et 45 abstentions, dont le Canada. De tels votes à l'Assemblée générale ne sont pas contraignants mais sont d'une grande autorité morale.

L'ambassadeur d'Israël Gilad Erdan a répondu en attaquant farouchement la décision de

l'Assemblée générale, déclarant que le 27 octobre était « un jour d'infamie » et proclamant que l'ONU n'avait plus « une once de légitimité ». Il a poussé l'audace en accusant l'ONU de défendre « la décapitation de bébés », reprenant les mensonges au sujet d'actes dont il a été prouvé que la résistance palestinienne n'est pas responsable.

Avant l'adoption de la résolution, l'ambassadeur du Canada à l'ONU a présenté un amendement, appuyé par les États-Unis, visant à inclure une référence à « l'attaque terroriste du 7 octobre » et le Hamas. Il n'a pas obtenu la majorité des deux tiers des votes des États membres, recevant 88 votes pour, 55 contre et 23 abstentions[1].

ONU Info rapporte : « Dans un puissant discours rejetant l'explication du Canada, l'ambassadeur du Pakistan Munir Akram a dit que si le Canada voulait être équitable dans son amendement il accepterait de nommer Israël autant que le Hamas. Ne nommer aucune partie demeurerait le meilleur choix, a-t-il dit, comme le fait la résolution de la Jordanie. 'Israël devrait aussi être nommé, pour être juste et équitable, a-t-il dit. Nous savons tous qui est l'instigateur. C'est le résultat de 50 ans d'occupation par Israël et la tuerie de Palestiniens en toute impunité. Israël ne veut pas faire face à la vérité et à la justice. L'occupation par Israël est le péché originel, et non pas ce qui est arrivé le 7 octobre'. »

La session d'urgence de l'Assemblée générale a été convoquée dans le cadre du mandat « Unis pour la paix », qui habilite l'Assemblée à agir lorsque le Conseil de sécurité est dans l'impasse sur une question cruciale de paix et de sécurité internationales. Le président d'assemblée Dennis Francis a appelé à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et inconditionnel et l'ouverture de couloirs d'aide pour sauver des vies. Il a souligné que la plus grande priorité des membres du collectif de l'ONU est de « protéger et de sauver les vies civiles. [...] Toutes les parties à ce conflit doivent respecter le droit international humanitaire et créer immédiatement les conditions nécessaires pour permettre l'ouverture d'un couloir humanitaire vers la bande de Gaza. » Il a salué le travail du personnel de l'ONU à Gaza et a présenté ses condoléances aux familles des membres du personnel de l'UNRWA tués depuis le début de la crise, et dont le nombre était de 57 au 27 octobre.

Une douzaine de représentants parmi les 110 devant prendre la parole sont intervenus le jeudi 26 octobre et d'autres sont intervenus le vendredi. Riyad Mansour, Observateur permanent de l'État de Palestine, a pris la parole en premier avec un puissant appel à arrêter le massacre et à « sauver ceux qui peuvent être sauvés ».

Lorsque le représentant israélien Gilad Erdan est intervenu, il a prétendu que le siège génocidaire de Gaza par Israël et sa guerre contre le Hamas sont justifiés parce qu'il s'agit d'empêcher qu'une telle « dépravation et de telles atrocités [parlant ici de l'opération Déluge al-Aqsa des forces de la résistance palestinienne] ne se reproduisent plus jamais ». Ce qui est arrivé depuis le 7 octobre « n'a rien à voir » avec les Palestiniens, le conflit arabo-israélien ou la question palestinienne, a-t-il dit. Selon lui, c'est une guerre de la « démocratie d'Israël respectueuse de la loi contre les Nazis d'aujourd'hui ». Il a montré des scènes sur sa tablette qu'il disait être la preuve des décapitations, tentant de légitimer l'objectif d'Israël, qui est de « complètement éradiquer les capacités du Hamas et nous prendrons tous les moyens à notre disposition pour y arriver ».

Riyad Mansour lui a répliqué : « Vous parlez ainsi alors que des familles sont tuées, des hôpitaux sont fermés, des quartiers sont détruits, des gens fuient d'un endroit à un autre sans pouvoir trouver un refuge sécuritaire ». Parlant des centaines de Palestiniens tués tous les jours, il a dit que rien ne pouvait justifier ces crimes de guerre et ces crimes contre l'humanité. « Pourquoi ne voyez-vous pas l'urgence de mettre fin aux tueries ? », a-t-il demandé. « Vous nous faites reculer de 80 ans en tentant de justifier ce qu'Israël fait présentement. » La réponse à la mort d'Israéliens et de Palestiniens n'est pas de tuer à nouveau, a-t-il poursuivi, demandant aux pays membres de l'ONU de défendre les principes de l'ONU et de préserver les générations futures du fléau de la guerre. «

Votez pour arrêter ce massacre, votez pour arrêter cette folie, a-t-il imploré. Optez pour la justice, non pour la vengeance. Optez pour la paix, et non pour de nouvelles guerres. Votez pour mettre fin à près de trois semaines du pire exemple de la politique de deux poids, deux mesures que nous n'avons jamais vue depuis des décennies. Ne manquez pas cette occasion. Des vies en dépendent. De grâce, sauvez des vies, sauvez des vies, sauvez des vies. »



Le représentant de la Mauritanie, s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique, a dit que l'absence de consensus moral, juridique ou politique n'a fait qu'encourager la puissance occupante à poursuivre en toute impunité sa politique illégale de colonisation et d'annexion. Il a évoqué le blocus imposé par Israël depuis des années, les déplacements forcés de civils palestiniens, le nettoyage ethnique systématique, les actes de terrorisme organisés et la profanation de lieux saints, notamment la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem. Il a ajouté qu'Israël persiste à nier la violation du droit inaliénable d'un peuple à l'autodétermination et à l'indépendance. Il faut mettre fin à cette situation inacceptable, a-t-il conclu.

Le ministre iranien des Affaires étrangères a déclaré que depuis trois semaines, la communauté internationale est témoin du « crime de guerre et du génocide commis par le régime d'occupation israélien à Gaza et en Cisjordanie de la Palestine ». Il a ajouté que les États-Unis et plusieurs pays européens s'étaient rangés du côté d'Israël et avaient qualifié le mouvement de libération palestinien de « terroristes ». Il a ajouté : « C'est malheureusement l'état de notre monde aujourd'hui. C'est là où en est le Conseil de sécurité, qui était censé essayer d'établir la paix et la sécurité dans le monde. » Il a appelé les États-Unis à oeuvrer pour la paix et la sécurité et non pour la guerre contre des personnes, des femmes et des enfants : « Au lieu d'envoyer des roquettes, des chars et des bombes, qui seront utilisés contre Gaza, les États-Unis devraient cesser de soutenir le génocide à Gaza et en Palestine. » Il a également lancé un avertissement aux États-Unis et à Israël. « Je dis franchement aux hommes d'État américains qui gèrent actuellement le génocide en Palestine que nous ne sommes pas favorables à l'expansion de la guerre dans la région, mais je préviens que si le génocide à Gaza se poursuit, ils ne seront pas épargnés par ce feu. »

Le vice-premier ministre jordanien, s'exprimant au nom du Groupe arabe, a déclaré : « Nous devons défendre la paix, nos valeurs humaines et la Charte des Nations unies ». « L'histoire nous jugera. Dites non à la guerre. Dites non aux massacres. Dénoncez les crimes de guerre. Alors que les massacres se poursuivent, le gouvernement israélien compte des membres de cabinet qui appellent à 'effacer les Palestiniens de la surface de la Terre'. Israël fait de Gaza un enfer sur terre. Le traumatisme hantera les générations à venir. » Israël doit défendre des valeurs, a-t-il dit. « Le droit à l'autodéfense n'est pas un droit à l'impunité; Israël ne peut rester au-dessus de la loi. Que les armes se taisent et que la volonté de vivre et de laisser vivre l'emporte. Rétablissons la foi dans le processus de paix, seul moyen de mettre un terme à ce conflit une fois pour toutes. »

Le représentant jordanien a dit au sujet de la résolution rédigée par la Jordanie au nom du Groupe

arabe : « Votez en sa faveur, prenez position. Poussons un cri collectif, un cri contre une nouvelle effusion de sang. Unissons-nous pour la paix. Prenons position pour la paix, prenons position pour la vie, soyons clairs, soyons fermes. ». Il a demandé un moment de silence pour tous les civils et les innocents qui ont péri au cours de cette guerre.

Joaquin Alberto Pérez Ayestaran, ambassadeur et représentant permanent adjoint du Venezuela, qui s'est également exprimé au nom du Groupe d'amis pour la défense de la Charte des Nations unies, a été le premier à prendre la parole le deuxième jour. Il a appelé à l'arrêt de la « rhétorique incendiaire », à un cessez-le-feu immédiat et à l'arrêt de toutes les hostilités dirigées contre les civils et les infrastructures civiles, y compris les hôpitaux, les centres de réfugiés et les entrepôts de nourriture.

Sergio França Danese, représentant permanent du Brésil et président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, s'est félicité de la tenue de cette session d'urgence après que le Conseil de sécurité n'ait pu adopter aucun des quatre projets de résolution sur la crise. Il a approuvé la résolution de la Jordanie, la jugeant « solidement ancrée » dans le droit humanitaire international et les droits humains et « fondamentalement attachée à l'impératif humanitaire ».

La Turquie, qui a corédigé la résolution jordanienne, a déclaré que la paix ne sera pas possible tant que continueront d'être niées les aspirations des Palestiniens à la liberté, à la dignité et à la création d'un État.

L'Arabie saoudite a déclaré qu'en plus de créer une catastrophe humanitaire, les massacres et les destructions dans la bande de Gaza ont des conséquences et des répercussions désastreuses pour la sécurité de la région et du monde. « Nous avons clairement condamné le fait que des civils soient pris pour cible par quelque partie que ce soit, nous avons appelé à un cessez-le-feu, à l'arrêt de l'effusion de sang, à la levée immédiate du siège, à la libération des otages et à la fourniture d'une aide humanitaire et d'un soutien aux personnes touchées », a-t-il dit. « Nous avons également condamné les tentatives de déplacement forcé et les politiques de punition collective à l'encontre de la population de Gaza, y compris la tactique d'affamer des civils en tant qu'arme de guerre. »

« Trop c'est trop ! », a déclaré le représentant permanent de l'Égypte Oussama Mahmoud Abdelkhalek. Le silence sur les droits fondamentaux des Palestiniens sous le feu de l'ennemi à Gaza « n'est plus une option ». Il a dit que la même norme doit s'appliquer à tous, y compris aux Palestiniens, et qu'il ne fallait pas qu'il y ait deux poids deux mesures. « Nous ne pouvons plus supporter ce qui arrive aux Palestiniens », a-t-il ajouté. Il a dénoncé la politique consistant à assiéger et à affamer les civils de la bande de Gaza, affirmant que la privation d'eau n'a « pas sa place au XXI^e siècle. Ces pratiques rappellent celles du Moyen-Âge. » Il a appelé l'Assemblée à exiger que l'aide soit acheminée à Gaza « sans aucune condition », ajoutant que dans le cas échéant, cela signifierait « une condamnation à mort pour la population de Gaza ». Le déplacement des habitants de Gaza, pour la troisième fois dans l'histoire, doit être « catégoriquement rejeté », a-t-il ajouté.

Le représentant permanent du Qatar auprès des Nations unies a exprimé « notre rejet sans équivoque du siège imposé par Israël, la puissance occupante », qui prive 2,3 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, de leurs besoins essentiels.

L'Union européenne est prête à contribuer à la reprise du processus politique sur la base d'une solution à deux États et soutient la tenue d'une conférence de paix internationale dès que possible, a déclaré son porte-parole.

Brian Wallace, représentant permanent de la Jamaïque, qui s'est exprimé au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a dit que « si nous ne mettons pas immédiatement fin au conflit, celui-ci pourrait dégénérer en une guerre régionale de plus grande ampleur ». Il s'est inquiété des implications pour la stabilité internationale, avec des conséquences dévastatrices, en particulier

pour les petits États insulaires vulnérables tels que ceux de la CARICOM, qui « luttent déjà pour surmonter des défis à multiples facettes ». Il a ajouté : « Reconnaissons une fois pour toutes la futilité absolue de la guerre, de la violence et de la terreur. »

Voting Ended		10/27/2023	3:49:01 PM
Item 5 - A/ES-10/L.25			
Protection of civilians and upholding legal and humanitarian obligations			
+ AFGHANISTAN	+ CAMEROON	+ FINLAND	+ KUWAIT
+ ALBANIA	+ CANADA	+ FRANCE	+ KYRGYZSTAN
+ ALGERIA	+ CENTRAL AF...	+ GABON	+ LAO PDR
+ ANDORRA	+ CHAD	+ GAMBIA	+ LATVIA
+ ANGOLA	+ CHILE	+ GEORGIA	+ LEBANON
+ ANTIGUA-BA...	+ CHINA	+ GERMANY	+ LESOTHO
+ ARGENTINA	+ COLOMBIA	+ GHANA	+ LIBERIA
+ ARMENIA	+ COMOROS	+ GREECE	+ LIBYA
+ AUSTRALIA	+ CONGO	+ GRENADA	+ LIECHTENSTEIN
- AUSTRIA	+ COSTA RICA	- GUATEMALA	+ LITHUANIA
+ AZERBAIJAN	+ COTE D'IVOIRE	+ GUINEA	+ LUXEMBOURG
+ BAHAMAS	- CROATIA	+ GUINEA-BISS...	+ MADAGASCAR
+ BAHRAIN	+ CUBA	+ GUYANA	+ MALAWI
+ BANGLADESH	+ CYPRUS	+ HAITI	+ MALAYSIA
+ BARBADOS	- CZECHIA	+ HONDURAS	+ MALDIVES
+ BELARUS	+ DEM PR OF K...	- HUNGARY	+ MALI
+ BELGIUM	+ DEM REP OF ...	+ ICELAND	+ MALTA
+ BELIZE	+ DENMARK	+ INDIA	- MARSHALL IS...
+ BENIN	+ DJIBOUTI	+ INDONESIA	+ MAURITANIA
+ BHUTAN	+ DOMINICA	+ IRAN (ISLAMI...	+ MAURITIUS
+ BOLIVIA	+ DOMINICAN ...	+ IRAQ	+ MEXICO
+ BOSNIA-HER...	+ ECUADOR	+ IRELAND	- MICRONESIA...
+ BOTSWANA	+ EGYPT	- ISRAEL	+ MONACO
+ BRAZIL	+ EL SALVADOR	+ ITALY	+ MONGOLIA
+ BRUNEI DAR...	+ EQUATORIAL...	+ JAMAICA	+ MONTENEGRO
+ BULGARIA	+ ERITREA	+ JAPAN	+ MOROCCO
+ BURKINA FASO	+ ESTONIA	+ JORDAN	+ MOZAMBIQUE
+ BURUNDI	+ ESWATINI	+ KAZAKHSTAN	+ MYANMAR
+ CABO VERDE	+ ETHIOPIA	+ KENYA	+ NAMIBIA
+ CAMBODIA	- FIJI	+ KIRIBATI	- NAURU
			+ NEPAL
			+ NETHERLAN...
			+ NEW ZEALAND
			+ NICARAGUA
			+ NIGER
			+ NIGERIA
			+ NORTH MAC...
			+ NORWAY
			+ OMAN
			+ PAKISTAN
			+ PALAU
			+ PANAMA
			- PAPUA NEW ...
			- PARAGUAY
			+ PERU
			+ PHILIPPINES
			+ POLAND
			+ PORTUGAL
			+ QATAR
			+ REP OF KOREA
			+ REP OF MOL...
			+ ROMANIA
			+ RUSSIAN FED...
			+ RWANDA
			+ SAINT KITTS...
			+ SAINT LUCIA
			+ SAINT VINCE...
			+ SAMOA
			+ SAN MARINO
			+ SAO TOME-P...
			+ SAUDI ARABIA
			+ SENEGAL
			+ SERBIA
			+ SEYCHELLES
			+ SIERRA LEONE
			+ SINGAPORE
			+ SLOVAKIA
			+ SOLOMON IS...
			+ SOMALIA
			+ SOUTH AFRICA
			+ SOUTH SUDAN
			+ SPAIN
			+ SRI LANKA
			+ SUDAN
			+ SURINAME
			+ SWEDEN
			+ SWITZERLAND
			+ SYRIAN ARA...
			+ TAJIKISTAN
			+ THAILAND
			+ TIMOR-LESTE
			+ TOGO
			- TONGA
			+ TRINIDAD-TO...
			+ TUNISIA
			+ TURKMENIST...
			+ TUVALU
			+ TÜRKIYE
			+ UGANDA
			+ UKRAINE
			+ UNITED ARA...
			+ UNITED KING...
			+ UNITED REP T...
			+ UNITED STAT...
			+ URUGUAY
			+ UZBEKISTAN
			+ VANUATU
			+ VENEZUELA
			+ VIET NAM
			+ YEMEN
			+ ZAMBIA
			+ ZIMBABWE
+ IN FAVOUR: 120		- AGAINST: 14	+ ABSTENTION: 45

Résultats du vote à l'Assemblée générale de l'ONU sur la résolution relative à la trêve humanitaire (cliquez pour agrandir)

Note

1. Représenté par l'ambassadeur Bob Rae, le Canada a tenté d'amender la résolution jordanienne de manière à nier le droit à la résistance d'un peuple occupé et à accrédiater la thèse israélienne selon laquelle le conflit actuel a été déclenché par un acte de terrorisme et non par la brutalité du projet sioniste génocidaire qui a débuté en 1948 avec la création d'Israël et la dépossession du peuple palestinien. Bob Rae a dit que le Canada ne pouvait pas appuyer le texte actuel et que l'Assemblée ne pouvait pas se prononcer sans reconnaître les événements du 7 octobre comme des « attaques terroristes ». Si l'amendement proposé n'est pas adopté, l'Assemblée n'aura pas reconnu l'une des pires attaques terroristes au monde et « nous devons tous vivre avec cet échec alors que la tragédie continue de se dérouler », a-t-il dit.

*Le monde est avec toi, Palestine !
NOUS SOMMES TOUS PALESTINIENS !*



Amman, Jordanie



Sanaa, Yémen



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca